



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 66

Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports

Présentation

Présenté par
M. Yvon Picotte
Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche



Éditeur officiel du Québec
1986

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi vise essentiellement à proposer des mesures utiles à régir de façon efficace l'organisation et la tenue d'une manifestation sportive de la catégorie des sports de combat.

À cette fin :

— il étend au partenaire d'entraînement d'un concurrent ainsi qu'aux personnes qui agissent à titre d'imprimeur ou de responsable de la billetterie l'obligation d'être titulaire d'un permis;

— il ajoute aux motifs de refus de délivrance ainsi qu'aux motifs de suspension ou d'annulation d'un permis exigé afin de participer, à divers titres, à une telle manifestation sportive;

— il accorde à la Régie de la sécurité dans les sports du Québec un pouvoir d'enquête ainsi qu'un pouvoir d'inspection;

— il propose, enfin, qu'un pouvoir réglementaire additionnel soit accordé à la Régie afin d'établir des normes relatives à la teneur des contrats conclus par les personnes appelées à participer, de près ou de loin, à une telle manifestation sportive.

Ce projet prévoit, en outre, une méthode particulière pour établir les droits exigibles du titulaire d'un permis d'organisateur à la suite d'une manifestation sportive de sports de combat.

Il institue, enfin, un droit d'appel devant la Cour provinciale des décisions prises par la Régie, notamment dans le cadre de l'application de ces nouvelles mesures.

Projet de loi 66

Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 11 de la Loi sur la sécurité dans les sports (L.R.Q., chapitre S-3.1) est modifié par l'addition, à la fin du troisième alinéa, de « Un régisseur seul peut également exercer les pouvoirs conférés à la Régie en vertu des articles 44.2 et 44.3. ».

2. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 16, des suivants:

« **16.1** Sauf sur une question de compétence, aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre la Régie ou ses régisseurs agissant en leur qualité officielle.

« **16.2** Sauf sur une question de compétence, l'article 33 du Code de procédure civile ne s'applique pas à la Régie ni à ses régisseurs agissant en leur qualité officielle.

« **16.3** Un juge de la Cour d'appel peut, sur requête, annuler sommairement toute décision rendue à l'encontre des articles 16.1 ou 16.2. ».

3. L'article 20 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**20.** La Régie est chargée de veiller à ce que la sécurité et l'intégrité des personnes dans les sports soient assurées.»;

2° par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«7° préserver le bon renom des sports de chacune des catégories visées dans l'article 40.».

4. L'article 21 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

«3° de délivrer un permis à une personne qui le sollicite en vue d'exploiter un centre sportif ou en vue d'une manifestation sportive visée au chapitre V;».

5. L'article 22 de cette loi est modifié:

1° par l'addition, à la fin du premier alinéa, des mots « ou de porter atteinte au bon renom des sports de chacune des catégories visées dans l'article 40.»;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « Une personne » par les mots « La Régie, ou toute personne désignée par elle, ».

6. L'article 24 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«Le premier alinéa ne s'applique pas à une enquête visée aux articles 44.2 et 44.3.».

7. L'article 37 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

8. L'article 41 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**41.** Pour avoir le droit de participer à une manifestation sportive visée dans le paragraphe 1° de l'article 40 à titre d'organisateur, de concurrent, de gérant, d'entraîneur, de soigneur ou d'officiel ou pour avoir le droit d'agir, à cette occasion, à titre de partenaire d'entraînement, d'imprimeur ou de responsable de la billetterie, il faut être titulaire d'un permis délivré à cette fin par la Régie.».

9. L'article 43 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **43.** Pour avoir le droit de participer à titre d'organisateur à une manifestation sportive visée dans les paragraphes 2° à 4° de l'article 40 ou à titre d'officiel lors d'une manifestation sportive visée dans le paragraphe 2° de cet article, il faut être titulaire d'un permis délivré à cette fin par la Régie. ».

10. L'article 44 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants :

« Les articles 32 à 34 et 38 s'appliquent aux permis prévus par l'article 41.

Les articles 32 à 35, 37 et 38 s'appliquent aux permis prévus par l'article 43. ».

11. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 44, des suivants :

« **44.1** Le titulaire d'un permis d'organisateur valable pour une manifestation sportive de sports de combat doit payer à la Régie, dans les 30 jours qui suivent cette manifestation, des droits représentant 5 % des recettes brutes, déduction faite des droits exigés par règlement pour la délivrance de ce permis.

Pour l'application du premier alinéa, les recettes brutes sont les recettes provenant de la vente des billets, des droits de transmission et de retransmission, déduction faite des taxes municipales d'amusement.

« **44.2** La Régie peut, après enquête, refuser de délivrer un permis exigé par l'article 41 dans les cas suivants :

1° lorsque le requérant a été reconnu coupable ou s'est avoué coupable d'une infraction pénale ou criminelle ayant un lien avec une activité visée à l'article 41 ;

2° lorsque le requérant est incapable d'établir sa capacité d'exercer avec compétence et intégrité l'activité pour laquelle il sollicite ce permis, compte tenu de son comportement antérieur dans l'exercice d'une activité visée à l'article 41 ;

3° lorsque la Régie a des motifs raisonnables de croire que ce refus est nécessaire pour assurer, dans l'intérêt public, l'exercice compétent et intègre des sports de combat et le maintien de leur bon renom ;

4° lorsque la Régie a des motifs raisonnables de croire que la demande est faite au bénéfice d'une autre personne à qui s'appliquerait l'un ou l'autre des paragraphes 1° à 3°.

Le motif de refus visé au paragraphe 1° du premier alinéa subsiste cinq ans après l'expiration du temps d'emprisonnement fixé par la sentence et, s'il y a condamnation à une amende seulement ou en cas de sursis, pendant cinq ans à dater de cette condamnation, à moins que le requérant n'ait bénéficié d'un pardon.

«**44.3** La Régie peut suspendre ou annuler un permis exigé par l'article 41 et, le cas échéant, confisquer le cautionnement de son titulaire dans les cas suivants:

1° s'il est reconnu coupable ou s'il s'avoue coupable d'une infraction pénale ou criminelle ayant un lien avec une activité visée à l'article 41;

2° si, après enquête, la Régie a des motifs raisonnables de croire qu'il n'exerce pas avec compétence et intégrité l'activité pour laquelle le permis lui a été délivré;

3° si, après enquête, la Régie a des motifs raisonnables de croire que la suspension ou l'annulation de son permis et, le cas échéant, la confiscation du cautionnement sont nécessaires pour assurer, dans l'intérêt public, l'exercice compétent et intègre des sports de combat et le maintien de leur bon renom.

La Régie peut en outre suspendre ou annuler un permis et, le cas échéant, confisquer le cautionnement de son titulaire dans les cas déterminés en application des paragraphes 5° et 5.1° de l'article 54.

«**44.4** Un médecin désigné par la Régie peut, dans les cas prescrits par règlement, suspendre immédiatement le permis d'un concurrent ou d'un partenaire d'entraînement pour des raisons médicales. ».

12. L'article 45 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1° du premier alinéa par le suivant:

«1° interdire la tenue de tout ou partie d'une manifestation sportive; ».

13. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 46, des articles suivants:

«**46.1** La Régie peut autoriser une personne à vérifier l'application du présent chapitre et des règlements pris pour son application.

Toute personne ainsi autorisée peut, à des fins d'inspection:

1° entrer, à toute heure raisonnable, dans tout lieu où le titulaire d'un permis exigé par l'article 41 exerce son activité;

2° examiner et tirer copie des livres, registres, comptes, dossiers et autres documents de ce titulaire;

3° exiger tout renseignement relatif à l'application de la présente loi, de même que la production de tout document s'y rapportant.

Toute personne qui a la garde ou la possession de ces livres, registres, comptes, dossiers et autres documents doit en donner communication à la personne autorisée par la Régie et lui en faciliter l'examen.

«**46.2** Sur demande, la personne autorisée par la Régie doit, lorsqu'elle exerce les pouvoirs conférés par l'article 46.1, s'identifier et exhiber le certificat de la Régie attestant sa qualité. ».

14. Cette loi est modifiée par l'insertion, au début du chapitre VI, après le mot «APPEL», de ce qui suit:

«SECTION I

«APPEL DEVANT LA RÉGIE».

15. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 53, de la section et des articles suivants:

«SECTION II

«APPEL DEVANT LA COUR PROVINCIALE

«**53.1** Toute personne dont la demande de permis est rejetée pour l'un des motifs visés à l'article 44.2, dont le permis est suspendu ou annulé, et, le cas échéant, dont le cautionnement est confisqué, pour l'un des motifs visés à l'article 44.3 ou aux règlements pris en application des paragraphes 5° et 5.1° de l'article 54, ou qui est visée par une décision rendue par la Régie en application des paragraphes 1° ou 3° de l'article 45, peut interjeter appel devant la Cour provinciale.

«**53.2** L'appel est formé par le dépôt d'un avis à cet effet auprès du secrétaire de la Régie, dans un délai de 30 jours à compter de la date de la décision attaquée.

Le dépôt de cet avis tient lieu de signification à la Régie.

«**53.3** Le secrétaire transmet immédiatement l'avis d'appel au greffe de la Cour provinciale le plus rapproché du domicile ou de l'établissement de l'appelant, ainsi que le dossier relatif à la décision dont il y a appel.

Le dossier comprend le procès-verbal de l'audition, la décision de la Régie et, le cas échéant, les pièces produites et la transcription des dépositions qui ont été sténographiées à la demande de l'appelant et à sa charge.

«**53.4** L'appel est régi par les articles 491 à 524 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25), compte tenu des adaptations nécessaires. Toutefois, les parties ne sont tenues de déposer que quatre exemplaires du mémoire de leurs prétentions.

«**53.5** L'appel ne suspend pas l'exécution de la décision attaquée, sauf décision contraire de la Cour provinciale.

«**53.6** La Cour provinciale peut, en la manière prévue par l'article 47 du Code de procédure civile, adopter les règles de pratique jugées nécessaires à l'application de la présente section.

«**53.7** La décision de la Cour provinciale est sans appel. ».

16. L'article 54 de cette loi est modifié par la suppression, dans la quatrième ligne du paragraphe 4°, des mots « ou de promoteur ».

17. L'article 55 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, après le paragraphe 5°, du suivant:

« 5.1° établir des normes relatives à la teneur des contrats conclus par les personnes visées dans l'article 41, notamment quant à leur durée et aux prestations respectives des parties, y compris celles relatives à la bourse et à la rémunération; »;

2° par l'addition, à la fin du paragraphe 6°, des mots « et de leurs partenaires d'entraînement »;

3° par l'addition, à la fin du paragraphe 8°, des mots « ou pour toute audition qu'elle tient; ».

18. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par le gouvernement.